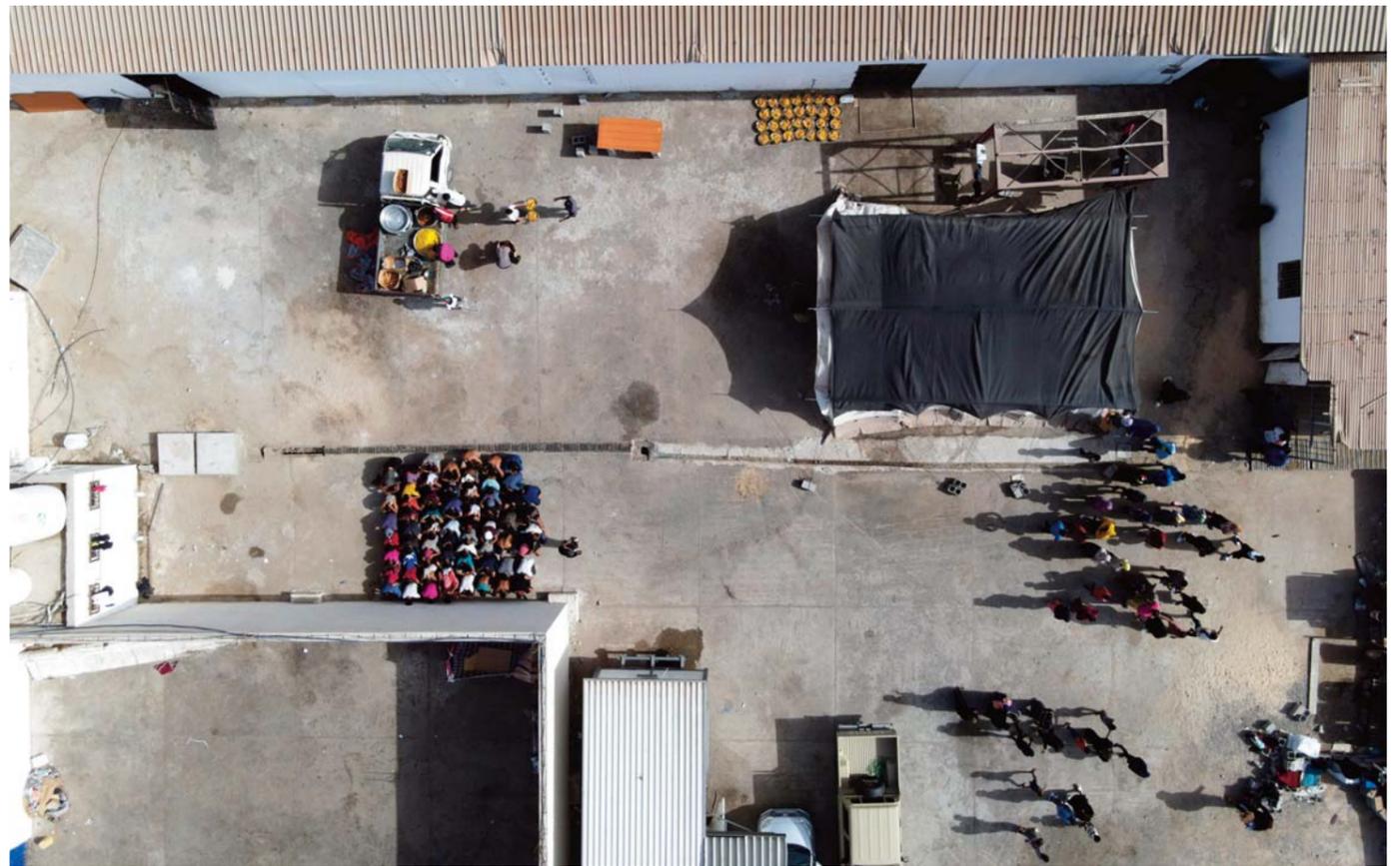


*Récit d'Ian Urbina sur les centres de détention de migrants (1ère partie)

Au cœur de l'enfer libyen

C'est un petit groupe d'entre-pôts de fortune posé au bord de l'autoroute. Dans ce quartier de Ghout Al-Shaal, à Tripoli, il passe aussi inaperçu qu'un dépôt de ferraille. Précédemment utilisé pour stocker des matériaux de construction, le site a rouvert en janvier 2021 avec des murs rehaussés, surmontés de fil barbelé. Une douzaine d'hommes en tenue de camouflage noir et bleu, certains armés de kalachnikovs, se tiennent autour d'un conteneur faisant office de bureau. À l'entrée du complexe, un panneau indique « **Tribunal pour migrants illégaux** ». En réalité, il s'agit d'une prison secrète. On l'appelle Al-Mabani, ce qui signifie tout simplement « les bâtiments ».

C'est là qu'Aliou Candé, jeune homme de 28 ans originaire de Guinée-Bissau, a été amené le 5 février 2021 à 3 heures du matin. Petit et musclé, très timide, Aliou Candé a une démarche aérienne dans ses baskets délacées, comme s'il s'apprêtait à tout instant à piquer un sprint. Dix-sept mois plus tôt, sa ferme ne lui permettant plus de nourrir sa famille, il a pris la route pour rejoindre ses frères en Europe. Mais le canot surchargé sur lequel il tentait de traverser la Méditerranée a été intercepté par les garde-côtes libyens. Avec ses compagnons de voyage, Aliou Candé a été conduit à Al-Mabani et placé dans la cellule n° 4, où s'entassent désormais quelque trois cents migrants. Les néons qui pendent du plafond ne sont jamais éteints. La lumière naturelle n'entre que par une petite grille pratiquée dans la porte principale. Des volatiles échappés d'un poulailler voisin nichent dans les poutres, faisant pleuvoir fiente et plumes sur les détenus. Sur les murs, des graffitis comme autant de signes de détermination : « Un soldat ne recule jamais », « Nous avançons les yeux fermés », « Dieu seul est témoin de notre victoire ». Il n'y a pratiquement pas un centimètre de libre pour s'asseoir. Quand on pousse les nouveaux arrivants à l'intérieur, les détenus installés par terre doivent se serrer pour ne pas se faire marcher dessus. Aliou Candé se faufile dans un coin reculé de la pièce. « *Qu'est-ce qu'on est censés faire ?* », demande-t-il, affolé, à un codétenu. Il ignore tout de l'endroit où il a at-



Vue d'hommes assis sur Al Mabani

Photo de : Pierre Kattar et The Outlaw Ocean Project

terri. Au-dehors, personne n'est au courant de son arrestation. On ne l'accuse d'aucun crime, il n'a pas le droit de contacter un avocat, et nulle information ne lui a été fournie sur sa libération éventuelle. Durant ses premiers jours de détention, il se mure dans le silence et se plie à la morne routine du lieu. La prison d'Al-Mabani est aux mains des brigades de



Aliou Candé

Photo de : Jacaria Cande

Zintan, l'une des plus puissantes milices du pays. Elle renferme quelques mille cinq cents détenus, répartis par sexe dans huit cellules identiques. Il

n'y a qu'un seul W-C pour cent personnes, et Aliou Candé n'a souvent d'autre choix que d'uriner dans une bouteille ou de déféquer dans la douche. Pour dormir, de fins coussins de mousse infestés par les poux, la gale et les puces sont posés à même le sol. Comme il n'y en a pas assez pour tout le monde, il faut se les partager et dormir à tour de rôle. Deux fois par jour, les migrants sont conduits dans la cour, en file indienne, pour les repas. Interdiction d'ouvrir la bouche ou de regarder vers le ciel pendant le transfert. Tels des gardiens de zoo, les miliciens armés placent par terre de grands bols de nourriture autour desquels les détenus se rassemblent en cercle pour manger. La moindre incartade est punie par des coups, les gardes saisissant tout ce qui leur tombe sous la main : pelle, tuyau, câble, branche d'arbre... Parmi les migrants circulent d'inquiétants récits sur les tortures infligées aux perturbateurs. Beaucoup pensent que les corps de ceux qui succombent sont jetés derrière l'un des murs extérieurs du complexe, sur une pile de gravats. Bientôt, Aliou Candé apprend qu'il ne pourra être libéré qu'en échange de 2 500 dinars libyens — environ 480 euros (314 832 FCFA). Au cours des repas, les geôliers se promènent avec un téléphone portable, et ceux dont les proches ont les moyens de

payer sont autorisés à entrer en contact avec eux. Comme la plupart des autres détenus, Aliou Candé sait que sa famille ne réussira jamais à réunir une telle somme. Il n'a aucune issue.

Les geôles sont dirigées par des milices rivales

Ces six dernières années, lasse de supporter le coût financier et politique des vagues migratoires venues d'Afrique subsaharienne, l'Union européenne a mis sur pied un système de l'ombre destiné à stopper les migrants avant qu'ils n'atteignent ses côtes. Financés, formés et équipés par ses soins, les garde-côtes libyens — un groupe à la structure quasi militaire — sillonnent désormais la Méditerranée pour saboter les opérations de sauvetage et capturer les migrants en partance pour l'Europe. Ces derniers sont ensuite envoyés dans les goulags libyens et détenus sans limite de temps ni procès. La plupart de ces geôles sont dirigées par l'une ou l'autre des nombreuses milices rivales que compte le pays. Les organisations humanitaires internationales y recensent toutes sortes de mauvais traitements : électrocutions, viols d'enfants, extorsion de rançon, vente d'hommes et de femmes pour le travail forcé. « *L'Union européenne a mûrement réfléchi et planifié son*



Tombe d'Aliou Candé avec date de décès, nom et pays d'origine

projet pendant des années : créer en Libye un véritable enfer dans le but de dissuader les migrants d'entreprendre la traversée », explique M. Salah Marghani, avocat spécialiste des droits humains et ministre de la Justice libyen entre 2012 et 2014.

En 2015 a été créé le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique. Quelques 4,9 milliards d'euros ont été débloqués au cours des cinq années suivantes, dont un cinquième à destination des pays d'Afrique du Nord pour leur permettre de gérer eux-mêmes la crise migratoire. Bien que ses promoteurs le décrivent comme une initiative humanitaire tournée vers l'aide au développement et la lutte contre le trafic d'êtres humains, ce programme vise essentiellement à encourager un contrôle plus strict des mouvements de population entre les pays africains et à financer les opérations d'arrestation de migrants, qu'elles soient menées par des groupes militaires ou des agents de police des frontières. Dans les faits, cela revient à déplacer la frontière de l'Union au nord du continent africain et à en sous-traiter la surveillance, parfois aussi à soutenir des agences d'État répressives (1). Par exemple, les Européens ont pu partager les données personnelles de certains ressortissants éthiopiens avec les services de renseignement de leur pays, connus pour avoir emprisonné et exécuté les contestataires sous le gouvernement précédent. Au Soudan, l'argent européen a servi à créer un centre de renseignement à l'appui des forces de police chargées de réprimer les manifestations contre l'ancien président Omar Al-Bachir.

Principal point de départ pour les mi-

grants en partance vers l'Europe, la Libye, cataloguée comme État failli, est devenue un partenaire-clé de l'Union dans sa lutte contre les flux migratoires. En 2017, un protocole d'accord signé entre l'Italie et les autorités libyennes (avalisé par la suite par l'Union) réaffirmait « **la détermination inébranlable [des deux pays] à coopérer pour trouver d'urgence des solutions au problème des migrants clandestins qui traversent la Libye en vue de rejoindre l'Europe par la mer** ». En six ans, la contribution du Fonds fiduciaire aux efforts libyens de répression à l'encontre des migrants s'est élevée à près de 450 millions d'euros soit 295 milliards 155 millions FCFA (ndlr, plus que le budget du ministère de l'Éducation nigérien qui est de 262 milliards 504 millions... en 2022).

« **Est-ce que l'Union européenne est satisfaite ?**, demande M. Marghani. **Aucun individu sain d'esprit ne peut être satisfait de ce qui se passe. Mais l'Union, ce sont des hommes politiques qui poursuivent un objectif politique : faire passer la Libye pour le méchant de l'histoire afin de camoufler leurs mesures. Comme ça, les gentils Européens peuvent clamer qu'ils déboursent de l'argent pour rendre cet épouvantable système plus sûr.** »

Pour Aliou Candé, tout a commencé le 13 septembre 2019. Ce matin-là, il prend la route de l'Europe avec pour tout bagage un roman sentimental, deux pantalons, un tee-shirt, son journal intime relié en cuir et 600 euros. « **Je ne sais pas combien de temps cela me prendra**, dit-il à sa femme, **mais je t'aime et je reviendrai.** »

Son périple le conduit d'abord à Kilda, au Sénégal, puis à Bamako, au Mali, à Ouagadougou, au Burkina Faso, et enfin à Agadez, au Niger, aussi appelée la « porte du Sahara » (2). Les frontières ont longtemps été ouvertes, comme au sein de l'Union européenne. Mais tout a changé, en 2015, avec la loi nigérienne n° 2015-36, votée sous la pression de l'Union et appliquée avec brutalité à l'aide de financements européens. Du jour au lendemain, une économie de transit florissante s'est retrouvée criminalisée. Les chauffeurs de car et les guides qui avaient transporté les migrants vers le nord pendant des années en empruntant des routes sûres jalonnées de puits ont soudain été requalifiés en trafiquants, encourant



Les parents d'Aliou Candé tenant une photo de famille

Photo de : Ricci Shryock et The Outlaw Ocean Project

jusqu'à trente ans d'emprisonnement. Pour échapper aux contrôles, les migrants se rabattent maintenant sur des itinéraires beaucoup plus dangereux, comme l'a fait Aliou Candé. Avec une demi-douzaine d'autres, il s'est lancé à l'assaut du Sahara dans la chaleur et la poussière, parfois pris en stop par des camions ou des cars, dormant dans le sable au bord de la piste. Ses pas l'ont aussi mené dans une portion du territoire algérien où ce sont les bandits qui font la loi. « **S'ils t'attrapent, tu es bon pour te faire tabasser, a-t-il raconté à son frère Jacaria. C'est tout ce qui t'attend là-bas.** »

En janvier 2020, parvenu au Maroc, Aliou Candé découvre que la traversée vers l'Espagne coûte 3 000 euros — beaucoup plus que ce qu'il possède. Jacaria le presse de rentrer, mais Aliou s'obstine : « **Tu as travaillé dur en Europe pour faire vivre la famille. Maintenant, c'est mon tour. Quand j'arriverai là-bas, tu pourras retourner à la ferme et te reposer.** » Il décide finalement de gagner la Libye, où l'on peut acheter une place sur un canot vers l'Italie à un prix plus abordable. Le 10 décembre 2020, il arrive à Tripoli et loue une chambre à Gargaresh, un bidonville de migrants situé dans la banlieue ouest de la capitale. Son grand-oncle Demba Balde, un ancien tailleur de 40 ans, vit là sans papiers depuis des années, déjouant la surveillance des autorités libyennes. Il lui trouve du travail comme peintre en bâtiment et l'exhorte à abandonner son projet de traversée. « **C'est la mort assurée** », le prévient-il.

La Libye n'a pas toujours été une terre inhospitalière pour les migrants.

Dans les années 1960, ses abondantes réserves de pétrole attiraient de nombreux travailleurs temporaires des nations arabes voisines. À la fin des années 1990, le ralliement du colonel Mouammar Kadhafi au panafricanisme fut aussi à l'origine d'importants flux migratoires en provenance d'Afrique subsaharienne. Mais le positionnement libyen à l'égard des migrants a changé en 2007. Des règles ont commencé à s'appliquer, transformant de facto les travailleurs invités en « irréguliers » criminels (3). Aujourd'hui, deux gouvernements se disputent la légitimité du pouvoir en Libye. Le gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par les Nations unies, a la haute main sur Tripoli et la majeure partie de l'ouest du pays, tandis qu'un gouvernement intérimaire soutenu par la Russie et par l'armée nationale libyenne auto-proclamée est aux commandes dans une grande moitié est. Chacune de ces instances est à la merci d'alliances cyniques et changeantes avec des milices armées fondées sur des allégeances tribales et contrôlant de larges portions du territoire.

La garde côtière libyenne est à l'image de ce pouvoir divisé. Dépourvue de commandement unifié, elle se compose d'une mosaïque de patrouilles locales opérant depuis les ports le long des quelques 1 800 kilomètres de côtes. Ses liens avec les milices sont avérés de longue date, et plusieurs organisations internationales, dont les Nations unies, l'ont accusée de travailler main dans la main avec elles dans le trafic d'êtres humains.

La suite dans notre prochain numéro

***Ian Urbina est le directeur de The Outlaw Ocean Project, une organisation journalistique à but non-lucratif basée à Washington DC, dont le travail est centré sur les droits de l'homme et les questions environnementales en zones maritimes.**